



Spécial Législatives : nos experts ont la parole ...

« La séparation entre l'économie, la politique et la gestion conduit au chaos des connaissances »

Note rédigée par Laurent Cappelletti, Dominique Calmels, Frédéric Morgan

Pour Patrick Martin le président du MEDEF « le programme du RN est dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi, celui du Nouveau Front Populaire (NFP) l'est tout autant, voire plus »¹. Pourquoi doit-on croire ce grand gestionnaire de terrain ?

Le programme économique du RN porté par Jordan Bardella mérite au fond peu de commentaires. Ses propositions économiques collent aux émotions supposées des français comme tout populisme, la xénophobie en plus dans son cas. Les concessionnaires autoroutiers s'en mettraient plein les poches ? Nationalisons les autoroutes ! Le service public de l'audiovisuel serait un repère de dangereux gauchistes ? Privatisons-le ! La vie serait trop chère ? Réduisons la TVA pour baisser les prix ! Il n'y aurait pas assez de services publics en santé ni en sécurité ? Augmentons l'offre de services publics et peu-importe que leur financement dépende des recettes de TVA que l'on vient d'amputer ! D'évidence Monsieur Bardella ne fait pas son score électoral sur sa crédibilité économique mais parce qu'il a préempté, encore mieux que Marine Le Pen, le drapeau français, le patriotisme des terroirs et le bon sens « bien de chez nous ». « Bon sens » dont le philosophe Roland Barthes alertait sur la nocivité en le qualifiant de « sésame du contentieux petit bourgeois » pour critiquer les poujadistes qui dans les années 1950 en France abusaient du terme pour clore tout débat. Pour détourner les électeurs de Jordan Bardella, il faudra lui reprendre le « MAke France Great

¹ Dans Le Figaro, 20 juin 2024.

Again (MAFGA) » dont il s'est emparé mais sans recourir, évidemment, aux mêmes solutions populistes et xénophobes. Cela en ayant le talent de convaincre des solutions d'efforts équitables qui seules mènent au MAFGA. A la manière du communiste Maurice Thorez qui en 1945 en parfait accord avec le Général de Gaulle expliquait à ses troupes alors innombrables que « le vrai patriotisme, c'est la production ». A cet égard, Olivier Babeau constate à juste titre la solitude de l'économiste rationnel devant l'incurie des programmes populistes qu'il dénonce sans être écouté². Il semble donc que la connaissance en économie ne puisse pas s'imposer auprès du peuple sans le relais de politiques talentueuses (pour appuyer la connaissance) et éthiques (sans dévoyer la connaissance), comme du temps où « l'économie politique » ne faisait qu'une seule et même science. Quel crime pour la connaissance d'avoir séparé les deux comme le suggérait Raymond Barre dans son célèbre ouvrage éponyme³ !

Il y a en revanche beaucoup à dire sur le programme économique du Nouveau Front Populaire (NFP) porté par Jean-Luc Mélenchon et ses ralliés socialistes, écologistes et communistes. En effet à la différence de celui du RN qu'aucun économiste n'ose soutenir publiquement, celui du NFP est défendu bruyamment par une cohorte d'économistes français marxistes et néo-keynésiens avec en tête de gondole Thomas Piketty et Mickaël Zemmour. Le principe général du programme économique du NFP est de subventionner le pouvoir d'achat et de développer les services publics pour un coût visible (visible = enregistré dans un budget) estimé à au moins 150 milliards d'euros financés en taxant les « riches » et les entreprises d'un montant équivalent. Il s'agit au fond d'un programme Front Populaire de 1936 appliqué à une France de 2024 avec 88 ans de retard ce qui promet un désastre. Aujourd'hui notre fiscalité au sens large (impôts, taxes et charges) compte parmi les plus lourdes du monde. En l'augmentant de 150 milliards au moins, c'est la fuite assurée des « riches », notamment ceux qui investissent dans les grandes entreprises et par conséquent la fermeture des milliers de TPE et PME qui dépendent des grandes, avec en corollaire le retour à un chômage de masse et l'effondrement du pouvoir d'achat de ceux qui vont perdre leur emploi.

S'ajoute dans le programme du NFP le SMIC à 1600 euros nets sans contrepartie productive alors que le SMIC en France est parmi les plus élevés d'Europe. De quoi finir d'achever les TPE et PME françaises qui vont payer l'augmentation car c'est chez elles que se concentre une large part des salariés au SMIC. S'ajoute encore le blocage des prix des produits de première nécessité qui va rétrécir les marges des producteurs concernés qui, dès lors, cherchent à vendre ailleurs ou bien arrêtent de produire pour faire autre chose. D'où les pénuries sur les produits à prix bloqués que l'on observe systématiquement dans toutes les économies administrées. S'ajoute enfin dans le programme du NFP selon une logique sous-jacente de décroissance et de droit à la paresse, la réduction de la quantité de travail avec notamment le retour à la retraite à 60 ans mais là encore sans aucune contrepartie productive. Or le travail s'il est créatif est le seul facteur actif de création de valeur économique qui accumulée forge le PIB du pays. Et le PIB, qu'on le veuille ou non, permet de financer en France, vu son système socialisant, la sécurité sociale, les services publics et les investissements notamment en transition écologique. Cela via la fiscalité au sens large (TVA, IR, IS, charges sociales, etc.) qui s'applique sur la valeur ajoutée et les soldes intermédiaires qui en découlent. A la limite les 150 milliards de dépenses en plus pourraient être envisagés s'ils étaient auto-financés par une augmentation concomitante de la quantité et de la qualité du travail. Mais pas par une augmentation de la fiscalité dont les coûts cachés sont abyssaux, nous en avons fait l'inventaire.

² Olivier Babeau, « Législatives : la grande solitude de l'économiste », Les Echos, 24 juin 2024.

³ Raymond Barre, « Economie politique », Paris, PUF, 1959.

Notre hypothèse est que les économistes soutenant le programme délirant du NFP sont dans l'erreur non pas parce qu'ils sont de gauche – un scientifique rigoureux peut être de droite, de gauche ou du centre, la connaissance n'ayant rien à voir avec l'opinion ni la croyance – ou bien universitaire – Thomas Porcher n'est pas universitaire et soutient le programme NFP, le prix Nobel d'économie Jean Tirole est universitaire et ne le soutient pas. Mais parce qu'ils utilisent des outils anachroniques d'observation qui occultent les coûts cachés des décisions et leurs conséquences en termes d'activités humaines et de consommation de ressources. Un peu comme un médecin qui en 2024 utiliserait les outils de diagnostic et les thérapies de 1936. Bonjour la qualité des soins pour leurs patients d'aujourd'hui ! Pourtant de fameux économistes anglo-saxons comme Ronald Coase et Robert Solow ou français comme François Perroux et Henri Savall, ont démontré que la croissance n'était pas une fonction que de la seule quantité de capital et de travail mais aussi d'une troisième variable d'importance : la qualité du travail reposant essentiellement sur l'innovation, la qualité du management des travailleurs et leur formation. Ces « immatériels », on dirait aujourd'hui ces éléments « extra financiers ou extra budgétaires » étant par définition cachés ou très imparfaitement enregistrés dans les systèmes comptables publics et privés classiques. Pour observer l'impact économique des immatériels il faut des outils d'observation de niveau infra micro-économique positionnés au cœur des activités humaines, c'est-à-dire quitter le niveau macro-économique pour aller vers le micro puis revenir vers le macro⁴. Or ces coûts cachés loin d'être marginaux peuvent aller jusqu'à doubler les coûts visibles attendus ou bien réduire de moitié la performance visible budgétée d'une décision⁵. En clair les recettes attendues par le NFP de 150 milliards pourraient n'être que de 75 milliards en raison des coûts cachés de leurs contre-effets. Et les dépenses attendues de 150 milliards pourraient atteindre les 300 milliards en raison des coûts cachés additionnels que leur mise en œuvre va engendrer. En tenant compte des coûts cachés, le budget du NFP apparaîtrait potentiellement déséquilibré de 225 milliards au plus, soit presque 10% du PIB annuel de la France ! On comprend l'extrême nervosité des investisseurs, des créanciers et de nos voisins européens qui craignent pour la valeur de l'Euro à l'idée que ce programme s'impose chez nous.

Avec des outils rigoureux d'observation positionnés au niveau gestion – le niveau d'où Patrick Martin le président du MEDEF part pour remonter vers l'économie - l'économiste pourrait observer les conséquences sur les acteurs des décisions prises à un niveau macro-économique pour les adapter. Il doit faire pour cela l'ascenseur entre le micro et le macro. Il observerait alors par exemple que les coûts cachés de l'absentéisme au travail en France s'élèvent à plus de 100 milliards d'euros de PIB envolés par an⁶. Il observerait également que les coûts cachés de l'inadéquation entre les emplois et la formation des employés se solde par près de 100 milliards d'euros de valeur ajoutée détruite tous les ans⁷. Et il proposerait donc, s'il est rationnel, des mesures d'incitations à l'amélioration de la qualité du management et de la formation dans les entreprises et les organisations publiques pour récupérer 200 milliards d'euros de valeur ajoutée et autofinancer sagement ses projets de dépenses. Mais comme il ne voit rien à ce niveau, il l'occulte des analyses. Au fond pour les économistes anachroniques de gauche comme de droite, car il y en a bien entendu à droite, l'organisation reste encore et toujours un point dans l'univers socio-économique comme s'en désolait déjà François Perroux en 1973 et avant lui Ronald Coase⁸.

⁴ Laurent Cappelletti, Henri Savall, Véronique Zardet (2024), « Socio-Economic Approach to Management », Palgrave Macmillan, Springer Nature.

⁵ Laurent Cappelletti, « Les coûts-performances cachés du management », Plateforme académique Cairn Info, interviewé par Pascal Perri, avec liste de lecture, 2023 et « Cacher ce coût que je ne saurais voir », Institut Sapiens, Sapiens Sapiens, Utube, interviewé par Olivier Babeau, 2020.

⁶ Laurent Cappelletti et Henri Savall, Rapport de recherche, Institut Sapiens, 2018

⁷ Adilson Borgès et al., Rapport de recherche, Institut Sapiens, 2021

⁸ François Perroux, « Pouvoir et économie », Dunod, 1973

Enfin, ce qui ressort de l'analyse de l'incurie des programmes populistes au plan économique, que ne perçoivent ni les électeurs RN pour celui de Jordan Bardella ni les économistes anachroniques pour celui de Jean-Luc Mélenchon, c'est que la connaissance en économie aurait besoin de deux relais pour s'imposer. La gestion d'une part pour renforcer sa validité en cessant d'occulter les coûts-valeurs des activités humaines et des consommations de ressources dans les organisations. La politique de l'autre pour convaincre les citoyens des connaissances valides en économie et de leurs effets positifs sur la croissance et l'emploi donc sur leur propre prospérité. Au fond la fabrique de la création de valeur durable se joue sur un continuum économie, politique et gestion et l'on se rend compte avec ces élections législatives stupéfiantes que la séparation des trois peut conduire au chaos de la connaissance.